



ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL  
DU BASSIN DE LA MEUSE

## COMITE SYNDICAL

### DELIBERATION N°24-26

L'an deux mille vingt quatre à 10h30  
Le 4 avril, à Chalons en Champagne

| Date de convocation   | 28 mars 2024            |
|---|-------------------------|
| <b>Nombre de délégués :</b>   |                         |
|  Titulaires            | 53 Titulaires           |
|  Suppléants            | 53 Suppléants           |
|  Présents              | 29 Présents             |
|  Votes par procuration | 2 votes par procuration |

#### Étaient présents :

|  |  |
|--|--|
| M. Farid BESSADI                             | M. Géry TRONÇON                                      |
| M Philippe CLAUDE                            | M Jean François VALLOIRE                             |
| M. Michel DUPLOX (représente M JF GOSSET)    | M. Dominique COLLIN                                  |
| Mme Inès DE MONTGON                          | M. Claude VALDENNAIRE                                |
| M Bruno CUNY (représente M HERBILLON)        | M Alain MOUS (représente K GENGOUX) PV de M LIEBEAUX |
| M. Bernard DEKENS                            | M. Yannick ROSSATO                                   |
| Mme Dominique FLORES                         | M. Eric GILLARDIN                                    |
| M. Sébastien PAULET                          | M. Michel NORMAND                                    |
| M Christian MAGISSON (représente Mme OLIVER) | Mme Elie PERRIOT (représente Mme DENIS)              |
| M Emmanuel BAUDART                           | Mme Fabienne SCHOLLHAMMER                            |
| M. Michel LALLEMAND                          | Mme Danièle COMBE (représente M FOCKS)               |
| M. Yvon HUMBLLOT                             | M Jean Philippe WOITIER                              |
| M. Jean SIMONIN                              | Mme Valérie WOITIER                                  |
| M. J Pierre CORVISIER                        | Mme Dominique HUMBERT(PV de M JOURDAIN)              |
| M Jean Yves JONET                            |  |

#### Objet de la délibération :

### PRIME EXCEPTIONNELLE « POUVOIR D'ACHAT »

| Résultat du vote |
|------------------|
| Pour : 31        |
| Contre : 0       |
| Abstention : 0   |

# COMITE SYNDICAL

## DELIBERATION N°24-26

*Objet de la délibération :*

### PRIME EXCEPTIONNELLE « POUVOIR D'ACHAT »

Le Président expose que les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics peuvent instituer une prime exceptionnelle dite de « pouvoir d'achat » forfaitaire. Elle vise à soutenir les agents publics face à l'inflation.

Pour être éligibles à cette prime, les agents doivent :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute ne dépassant pas 39 000€ sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023 (soit 3 250€ en moyenne par mois), sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

La prime prévue est versée par :

- l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023 ;
- chaque employeur public, lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023.

L'organe délibérant de la collectivité détermine le montant de la prime, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers. Les montants pouvant être alloués varient ainsi de 800€ (pour les agents dont la rémunération est d'au plus 23 700€ sur la période de référence) et 300€ (pour les agents dont la rémunération est comprise entre 33 601€ et 39 000€).

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime est cumulable avec toutes primes et indemnités perçues par l'agent.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1<sup>er</sup> juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par la collectivité ou l'établissement qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée pour correspondre à une année pleine.

Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent simultanément l'agent au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par chaque collectivité et établissement, corrigée pour correspondre à une année pleine.

La prime exceptionnelle « pouvoir d'achat » serait versée en une fois aux agents qui remplissent les conditions règlementaires selon le barème suivant :

| Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 | Montant de la prime de pouvoir d'achat |
|--|--|
| Inférieure ou égale à 23 700 €   | 800€                                   |
| Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €                                      | 700€                                   |
| Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €                                      | 600€                                   |
| Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €                                      | 500€                                   |
| Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €                                      | 400€                                   |
| Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €                                      | 350€                                   |
| Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €                                      | 300€                                   |

**Vu le code général des collectivités territoriales,**

**Vu le code général de la fonction publique,**

**Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale,**

**Vu la saisine du comité social territorial,**

**Après avis du Bureau Syndical,**

**Ayant entendu l'exposé du Président et après en avoir délibéré,**

**Le Comité Syndical :**

- **DECIDE** que la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat sera versée aux agents qui remplissent les conditions règlementaires selon le barème ci-dessus.
- **PRECISE** que l'attribution de la prime à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel.
- **PRECISE** que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget



**Le Président de l'EPAMA**

**Bernard DEKENS**

